

# Le milliard de dollars du FABER sera confié à l'Anglais DUET

Le directeur du FABER explique les raisons de la sélection du cabinet anglais.

**L**es Afriques : Vous venez de confier la gestion de votre fonds d'investissement d'un milliard de dollars à la compagnie de gestion d'actifs DUET. Depuis quand et comment ce fonds a-t-il été constitué ? Est-il déjà effectivement mobilisé ?

**Thierno Bocar Tall** : Le Fonds africain des biocarburants et des énergies renouvelables (FABER) est une initiative conjointe de la Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC), du groupe Ecobank et d'autres institutions financières africaines. Il bénéficie aussi de l'appui des Etats membres de la Cédéao et de certains gouvernements africains. Son objectif global est de faciliter un flux plus accru d'investissements dans les projets de biocarburants et d'énergies renouvelables en Afrique, en vue de promouvoir le développement durable tout en favorisant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. A terme, le montant du fonds est d'un milliard de dollars, avec un « first closing » de 100 millions de dollars. Nous comptons mobiliser le reste dans les deux ou trois années à venir.

Il faut aussi préciser que la structure du fonds a une facilité d'assistance technique qui a démarré ses activités de

à accompagner les pays africains dans le processus de leur développement économique durable.

**LA** : Quel premier bilan le FABER peut-il présenter ? Ou bien attendiez-vous que le fonds soit disponible pour commencer à agir concrètement ?

**TBT** : Le FABER a entrepris certaines actions dans le sens du développement des énergies renouvelables dans certains pays de la Cédéao. C'est ainsi qu'une centaine de projets a été identifiée dans les secteurs des biocarburants, de la biomasse-énergie, de l'efficacité énergétique, de l'éolien, de l'hydro, du reboisement, que production d'électricité de sources moins polluantes (gaz naturel), du solaire et du traitement des déchets.

Parallèlement, des études de faisabilité de projets ont été entreprises. A titre d'exemple, on peut citer l'étude de faisabilité du projet d'éclairage public solaire photovoltaïque en Sierra Leone (10 000 lampadaires). Le financement de ce projet a été bouclé, les contrats signés et l'exécution va démarrer en avril 2011. D'autres études ont été réalisées dans le domaine de l'efficacité énergétique industrielle par valorisation des résidus agricoles au Burkina Faso la

de 120 millions de dollars a été bouclé grâce à l'assistance du FABER.

Le FABER a organisé à Abuja un séminaire de formation à l'intention du personnel de la Nigerian Export-Import Bank (NEXIM) et d'autres institutions financières nigérianes. Il a également organisé une formation sur le MDP à l'intention des experts du CILSS dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, du suivi-évaluation et des systèmes d'information à Ouagadougou.



Thierno Bocar Tall : « A terme, le montant du fonds est d'un milliard de dollars avec un "first closing" de 100 millions de dollars. »

Pour la reforestation, le FABER a été approché par l'Association des producteurs de caoutchouc naturel en Côte d'Ivoire, qui dispose de 300 000 ha pour la culture d'hévéas en vue de bénéficier du « REDD+ ». Cette étude a été finalisée et les discussions sont en cours pour la mise en œuvre du programme.

**LA** : L'Afrique parvient-elle à mieux tirer profit des MDP ? Ou bien la situation est-elle restée en l'état ?

**TBT** : Aujourd'hui, selon les statistiques de l'UNFCCC, l'Afrique n'a que 2% de projets enregistrés. C'est le même chiffre que l'année dernière. Cependant, avec le lancement du FABER et au regard des projets en cours d'exécution et en cours d'enregistrement auprès de l'UNFCCC, nous ne pouvons qu'être optimiste dès lors que des fonds carbone qui nous ont approchés ont prévu des dispositifs post-Kyoto. En somme, ces fonds peuvent acheter des crédits au-delà de 2012.

**LA** : Le FABER constitue peut-être une bonne approche pour booster les performances africaines, mais il reste confiné à l'Afrique de l'Ouest. Qu'en est-il des autres régions ?

**TBT** : L'idée a séduit les autres régions d'Afrique. C'est ainsi qu'en coopération avec les banques de développement régional (la PTA Bank de la COMESA, BDEAC de l'Afrique centrale, la DBSA de la SADC, etc.), des structures sont en voie de création dans chacune de ces régions. D'ailleurs, il est prévu l'organisation d'une porte ouverte sur le FABER Afrique centrale en juin 2011. D'ores et déjà, nous pouvons dire que le FABER couvre tout le continent africain. Il est devenu une organisation internationale avec la signature d'un accord de siège avec le gouvernement du Togo depuis décembre 2009. C'est l'occasion pour moi de remercier le chef de l'Etat du Togo et les autorités togolaises, qui n'ont ménagé aucun effort pour l'aboutissement de ce projet.

Propos recueillis par  
Hance Guèye

## L'Afrique centrale adopte la même position sur le commerce des armes

Les résultats de la 32<sup>ème</sup> réunion ministérielle du 12 au 16 mars à Sao Tomé entre les onze États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale n'ont pas tardé. En effet, ces Etats viennent d'adopter une position commune ; la « Déclaration sur la position commune de l'Afrique centrale concernant le traité sur le commerce des armes ». Ce texte, qui est aussi baptisé Déclaration de Sao Tomé, intervient seulement quelques jours après la fin des travaux du comité préparatoire de la « Conférence des Nations Unies sur l'établissement d'un traité sur le commerce des armes conventionnelles en 2012 » de New York. En procédant de cette manière, les États membres aspirent à faire en sorte que les défis et les préoccupations de leur sous-région soient connus et pris en compte pendant les négociations sur le futur traité, qui devraient aboutir en 2012.

## La foire du commerce équitable des produits de base à Kigali (Rwanda)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Purchase for Progress Initiative (P4P), lancée en 2008 à New York avec le soutien du président rwandais Paul Kagamé, qui vise à améliorer les débouchés commerciaux pour les petits exploitants agricoles, le Ministère rwandais de l'agriculture, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), a organisé, mardi 22 mars, une foire du commerce des produits équitables. Les initiateurs ont insisté sur le fait que l'objectif d'une telle foire commerciale des produits de base est d'introduire les producteurs de céréales locales auprès d'acheteurs appropriés.

Outre une session sur « Les services de commercialisation agricole », cette manifestation de produits de base comprenait une plate-forme d'exposition des services d'autres acteurs spécialisés dans les chaînes de valeur du maïs et du haricot, singulièrement les fabricants d'équipements post-récolte et les fournisseurs, mais aussi les institutions financières, les entreprises de transport et les fournisseurs de renseignements sur le marché.

## L'extension du réseau TNT de la SNRT (Maroc) à Net Insight (Suède)

En partenariat avec Ericsson Maroc, Net Insight, leader mondial dans les réseaux de la TNT, vient de remporter le marché de l'extension du réseau de télévision numérique terrestre (TNT) de la Société nationale de radiodiffusion et télévision marocaine (SNRT). Cette dernière a en effet opté pour la plate-forme Nimbra (système de gestion de réseau) de cette société suédoise. Si celle-ci s'occupera de surveiller et de contrôler la qualité et la disponibilité des services réseau, Ericsson Maroc sera le premier intégrateur et devra assurer la gestion du projet, mais aussi le soutien et les services d'installation. Une source proche du dossier a révélé qu'à terme le projet permettra à la SNRT d'améliorer la disponibilité du réseau, ainsi que la protection de ses services et les investissements existants.

## Le Sénégal à la reconquête du marché américain

La tenue de l'assemblée générale d'Africa Travel Association (ATA) à Dakar est loin d'être fortuite. En accueillant cette association professionnelle de renom, le Sénégal lorgne sur le marché américain. La 2<sup>ème</sup> édition du Salon tourisme, industries culturelles, artisanat d'art (Ticca), prévue à Dakar du 25 au 29 mai prochain, sera rehaussée par la tenue du 36<sup>ème</sup> congrès mondial annuel d'Africa Travel Association (ATA). Thierno Lo, ministre sénégalais du Tourisme, qui a révélé l'information il y a deux semaines à Dakar, a souligné le retour de son pays au sein de cette association après une rupture de plus d'une décennie.

Aux côtés d'Edward Bergman, directeur exécutif d'ATA, il n'a pas dissimulé ses ambitions de promouvoir la destination Sénégal et d'en faire l'une des plus prisées, notamment pour le marché américain. Au total, ce sont 300 délégués qui feront le déplacement sur Dakar. Et selon M. Bergman, les prévisions font état de retombées immédiates pour le pays de l'ordre d'un million de dollars (environ 500 millions de francs CFA), contre un investissement de 60 millions de la part du Ministère du tourisme. Une manne financière qui se trouve renforcée par les opportunités que représente cette assemblée pour le pays.

**« Le groupe DUET a été sélectionné du fait de son expérience avérée dans le domaine des énergies renouvelables, de sa perception du risque qu'elle a de l'Afrique, et surtout de son engagement à contribuer de manière substantielle au FABER. »**

puis janvier 2010. Pour ce qui concerne le fonds, des engagements fermes ont été reçus de la part des institutions promotrices, du gestionnaire du fonds (DUET) et d'autres institutions financières internationales.

**LA** : Pourquoi et comment la compagnie anglaise a-t-elle été choisie ?

**TBT** : La compagnie DUET a été choisie à la suite d'un appel d'offres lancé en janvier 2011. Une dizaine de dossiers ont été reçus. Le groupe DUET a été sélectionné du fait de son expérience avérée dans le domaine des énergies renouvelables, de sa perception du risque qu'elle a de l'Afrique, et surtout de son engagement à contribuer de manière substantielle au FABER, donc

production d'engrais organiques par la société Zoomlion Ltd du Ghana.

D'autres études sont en cours, notamment en Guinée avec le projet d'éclairage public solaire (6000 lampadaires), au Mali (études sur la vulgarisation des chauffe-eau solaires) en Mauritanie, avec la production d'énergie éolienne (60 MW) et solaire (40 MW) et le remplacement des ampoules incandescentes par 500 000 ampoules à basse consommation.

Le FABER assiste à la mise en œuvre d'un projet au Nigeria de production d'éthanol à partir du sorgho sucrier et de production d'électricité de 30 MW à partir des résidus agricoles. Ce projet va démarrer d'ici la fin de l'année 2011 ; le financement d'un montant